sième somme de même importance représenterait probablement le capital engagé dans des entreprises industrielles qui n'ont donné aucun résultat lucratif et ont même abouti à la faillite (1).

Les Etats-Unis figurent pour une large part, pour un tiers au moins, dans cette statistique de la folie destructive de notre temps.

Plus heureux que les peuples européens, les maux de la guerre ne se perpétuent pas pour les Américains dans un effectif militaire qui enlève au pays la dîme de ses produits et retient dans une oisiveté démoralisante l'élite de sa jeunesse.

Après quatorze années de paix, ils auraient actuellement reconstitué les capitaux détruits dans les luttes gigantesques de la guerre de la sécession. Malheureusement, un désordre financier considérable règne dans certains Etats, et l'on s'est habitué dans tous à dépenser d'une façon permanente en travaux de luxe, en subventions scolaires, en mécanismes administratifs, à peu près les mêmes sommes que l'on avait levées à titre extraordinaire pendant la guerre. L'exagération de la taxation locale est signalée par tous les économistes américains comme une des causes qui empêchent le pays de recouvrer sa prospérité ancienne (2). Elle neutralise tous les effets de la bonne administration des finances de l'Union.

En effet le poids des impôts, quelque assiette qu'on lui donne, finit toujours, au bout d'un certain temps, par retomber sur la

(1) *North-American Review.*

(2) Un exemple frappant de l'augmentation insensée des dépenses municipales est donné dans le *Journal of social Science*, n° IX. La ville de Springfield dans le Massachusetts avait, en 1861, une population de 15 000 habitants et un budget de 66 000 dollars : en 1875, avec 30 000 habitants, elle dépensait 781 000 dollars ! Le fait n'a rien d'anormal, et beaucoup de villes américaines ont déjà réduit les intérêts de leurs dettes ou suspendu leurs payements. Cette exagération insensée des dépenses locales est causée par le grand nombre des électeurs qui, ne ayant pas de taxes directes (les seules que les localités puissent établir), s'imaginent faire porter exclusivememt aux classes riches le poids de l'impôt. Une réforme du suffrage universel paraît le seul remède possible, et l'on peut déjà signaler un pas fait dans cette voie. En 1877 la législature de New-York a élaboré une nouvelle charte pour l'administration de la ville de New-York, par laquelle il est créé à côté du maire et du conseil des *aldermen*, un *conseil des finances* spécial, nommé exclusivement par les imposables et investi du pouvoir de voter les taxes et de contrôler toute l'administration financière. Voy. *Annuaire de législation étrangère*, 7e année, p. 798-406.